

**Accord collectif**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS**  
**DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE**  
**(Midi-Pyrénées)**  
**(24 septembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 17 mai 2010,  
*Journal officiel* du 27 mai 2010)

---

AVENANT N° 2 DU 13 NOVEMBRE 2014

NOR : AGRS1597021M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

La fédération CGT agroalimentaire et forestière Midi-Pyrénées ;

Les syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Par souci de cohérence avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour mettre à jour les dispositions de l'accord relatives à la garantie incapacité temporaire de travail et aux cotisations pour les salariés ayant entre 6 et 12 mois d'ancienneté.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification à l'article 4 « Garanties »*

Le paragraphe « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

**« Garantie incapacité temporaire de travail**

Après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'un accident, le salarié bénéficiera, en relais de l'obligation dite de "mensualisation" prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail :

- d'une indemnité journalière égale à 25 % du salaire journalier de référence ;

- versée pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur, en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail ;
- et ce jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à compléments de salaire par l'employeur au titre des obligations légales, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du huitième jour d'absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent aux allocations que l'intéressé perçoit de la MSA.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA, dans la limite de quatre fois le plafond de la sécurité sociale.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge des employeurs en application des obligations légales sur la mensualisation bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 70<sup>e</sup> jour d'absence dans tous les autres cas. »

## **Article 2**

### *Remplacement de l'article 8 « Cotisations »*

L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### « Article 8

#### *Cotisations*

##### 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord, dès lors qu'ils ont 6 mois d'ancienneté, sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

##### 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 4 est de 0,75 %, réparti à raison de 60 % à la charge des salariés et de 40 % à la charge des employeurs, soit :

- employeurs : 0,30 % ;
- salariés : 0,45 %.

Il est précisé que la couverture des prestations incapacité temporaire, en complément de l'obligation des employeurs, définie à l'article 4, est assurée par une cotisation fixée à 0,35 %, prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

### 3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre eux et la MSA. »

### **Article 3**

#### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

### **Article 4**

#### *Date d'effet*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il prendra effet le premier jour du mois qui suit son extension.

Fait à Toulouse, le 13 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)